Chancellerie d'Etat En Ville

VIIIme Année. — No 216. PARAIT TOUS LES SAMEDIS Genève, 16 Novembre 1907.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE:
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Les Contrats collectifs

Le récent conflit des fabricants de boîtes d'or et des fabricants d'horlogerie dans lequel les ouvriers monteurs de boîtes sont intervenus en faveur de leurs patrons, nous a donné un avant-goût des contrats collectifs et de leurs conséquences.

Nous avons vu que ces contrats ont de fervents partisans parmi les fonctionnaires des grandes fédérations de métier. L'idée en a été soutenue dans la *Voix du Peuple* de Lausanne, par le secrétaire Huggler, dans l'organe de la métallurgie suisse, ainsi que dans la *Solidarité horlogère*. Il était bien évident que la centralisation à outrance ne pouvait avoir de plus zélés défenseurs que ces parasites émargeurs. La nécessité d'une discipline sérieuse découle tout naturellement du désir de limiter les mouvements locaux, si préjudiciables à la caisse et à la stabilité du fonctionnarisme. Malgré des statuts draconiens, menaçant de supprimer tout secours de grève aux syndicats qui n'auraient pas suivi la filière des formalités dressées comme autant de barrières contre toute volonté d'autonomie, il s'est trouvé néanmoins que des syndicats, mis dans l'obligation d'agir immédiatement, sans en référer au pouvoir central, ont manifesté une fâcheuse tendance dont les contrats collectifs pourront empêcher le renouvellement.

Il est évident que des contrats collectifs englobant l'industrie de plusieurs localités, peut-être même les syndicats patronaux et ouvriers de toutes les localités où la fédération de métier a des groupements, permettraient pendant de nombreuses années, car l'intérêt même des « autorités » patronales et ouvrières y trouverait son compte, une période de complète tranquillité pendant laquelle le fonctionnarisme ouvrier n'aurait qu'à se laisser vivre.

L'idée de ces contrats a fait du chemin non seulement parmi les ouvriers timorés, dont la pensée s'arrête à une étroite union avec leurs exploiteurs, mais encore dans le monde patronal, où l'on ne fait pas fi de liens solides noués par les ouvriers eux-mêmes, pour empêcher tout mouvement, fût-ce même un mouvement de solidarité.

En juillet 1907, au congrès de l'Union générale des ouvriers horlogers qui eut lieu à Bienne, M. Grospierre, le président de la Fédération des monteurs de boîtes, dont je vous ai entretenu dans un précédent article, avait très habilement préconisé les contrats collectifs en montrant que leur institution aboutissait aux syndicats obligatoires sans le secours des lois. Il avait fait précéder cette conclusion d'une appréciation sur les syndicats allemands et français, qui ne manquait pas d'astuce. Evidemment, les syndicats allemands, avec leur discipline militaire, leurs fortes cotisations, avaient toutes ses sympathies. Vous ne voudriez pas, vraiment, qu'un fonctionnaire méprisât les ressources abondantes qu'une semblable négation de l'individu peut canaliser! Nous ne voyons pas que les ouvriers du textile de Krimmitschau, les métallurgistes et mineurs de la Rühr aient obtenu des avantages marqués avec ce système que le rapporteur appelait au Congrès le « système pratique ». Voici ce qu'il disait quant à l'organisation française:

> En France, la tendance est absolument l'opposé. L'organisation est créée en huit jours, réunit de suite après une bonne propagande un nombre d'ouvriers enthousiastes, prêts à tout ; vous y retournerez quelques temps après, ce syndicat n'existe plus qu'en principe. L'action momentanée, impulsive, que les français dénomment ***action directe***, suffit à l'idée syndicale, mais nuit à l'organisation sérieuse, disciplinée et méthodique qui arrive à des résultats positifs, c'est le système théorique.

Ce n'est pas plus malin que ça. L'on peut aller loin avec une pareille manière de généraliser. Cependant cette méthode a donné de bons résultats pratiques, pour rester dans la conception du fonctionnaire Grospierre, puisque, dans une période de dix ans (1890-1900), si j'en crois M. Jules Uhry (socialiste), 1952 grèves relatives aux questions de salaires ont abouti à un succès total ou partiel, contre 1263 insuccès. Mais là n'est pas la question.

En France, les grèves ont un caractère marqué de lutte contre le capitalisme, considéré comme l'ennemi commun, que n'ont pas les grèves de l'Empire allemand. Jamais en France on ne verrait des ouvriers (comme ceux de Krimmitschau) demander pardon de s'être mis en grève.

Ajouterai-je qu'ils ne sont pas davantage comme les syndiqués horlogers suisses, tripatouillant avec les organes patronaux une entente du capital et du travail. Les syndicats de la région horlogère — il faut le dire hautement, à leur honte — sont des syndicats jaunes que l'odieux Biétry ne renierait pas. En voulez-vous la preuve? La voici. C'est encore la question des contrats collectifs qui va nous l'apporter. Les journaux bourgeois de la région horlogère font grand cas de la tendance de plus en plus marquée d'une action commune aux organisations patronales et ouvrières.

> Cette tendance, dit la ***Fédération horlogère*** (organe patronal) trouve son expression dans la conclusion de contrats collectifs qui assurent, aux ouvriers la sécurité du taux de leurs salaires, aux patrons la stabilité du prix de revient de leurs produits et à l'ensemble des intéressés à une industrie, la paix professionnelle si nécessaire à son développement normal.

Et cette action commune va si loin que le secrétaire de l'Union générale des ouvriers horlogers (G. Reimann, socialiste) a pu proposer une convention aux organisations patronales, où nous trouvons les articles suivants:

> Les organisations ouvrières attachées à l'Union générale des ouvriers horlogers s'engagent à profiter de toutes les occasions pour rendre attentifs leurs membres aux responsabilités qu'ils assumeraient en cas de départ pour l'étranger. De concert avec les organisations patronales, elles feront tout leur possible pour trouver des places aux collègues qui auraient l'intention de quitter le pays pour manque de travail.
>
> Si l'émigration est faite dans un but de lucre et manifestement reconnue comme telle par les organisations patronales et ouvrières, celles-ci, par leurs organes, s'institueront en instance de punition et de représailles envers ceux qui auraient trahi la cause de leur pays et de son industrie. L'interdit sera prononcé entre eux et publié en intervalles réguliers dans les journaux des deux organisations. L'interdit aura surtout pour but d'empêcher le développement de l'horlogerie à l'étranger et comme conséquence la défense pour les ouvriers de ne plus jamais travailler avec leurs collègues d'antan.

Voilà du patriotisme économique, et ce sont des ouvriers qui font une pareille proposition à leurs exploiteurs!

Mais nous devons lutter contre une pareille conception du syndicalisme. Il faut dire que, dans les localités horlogères, les ouvriers sont de véritables moutons menés par quelques bergers « socialistes », dont les principes s'évanouissent, s'ils en ont eu jamais, devant les flatteries patronales, les bouteilles et les fins soupers.

Voilà où nous mèneront les contrats collectifs: à lier les mains ouvrières, et à les mettre, menottées, dans celles des patrons. Voyez comme toute cette protection nationale est prise contre les seuls ouvriers. Les patrons ont pu voler sur les titres de l'or à tel point que l'Angleterre prit subitement une mesure de contrôle qui a jeté une belle panique dans le monde horloger patronal pendant un certain temps. Ils peuvent, pour éviter des frais de douane, à la frontière du pays, envoyer leurs pièces démontées et des ouvriers pour les remonter sur place. Les écoles d'horlogerie peuvent recevoir des fils de marchands venus pour apprendre le métier, personne, dans le monde des syndicats de la jaunisse horlogère n'y trouvera un mot de blâme. Mais que des patrons manifestent quelques craintes pour l'avenir, et voilà les ouvriers prêts à se faire policiers et bourreaux pour frapper leurs frères exploités comme eux.

Si c'est là tout le syndicalisme ouvrier, périsse le syndicalisme aboutissant à une entente entre le travailleur et celui qui vit de son travail! Mais, si ce n'est pas tout le syndicalisme, pourquoi ne pas mener une campagne de tous les instants contre les fourbes qui vivent aux crochets de la classe ouvrière, et veulent la jeter dans les bras du patronat pour assurer leur parasitisme. Qu'est-ce donc que cette hideuse prostitution qu'on laisse s'implanter, sinon un renoncement à la dignité ouvrière et à l'avenir d'émancipation, que l'on ose à peine entrevoir, après d'aussi écœurantes constatations?

GROS-JEAN.

La Valeur éducative de l'Action

La bourgeoisie a une peur affreuse des moindres essais de grève ouvrière. Elle sent alors toute son impuissance, malgré son armée, à faire fléchir la volonté des ouvriers refusant de travailler pour le compte d'autrui; elle s'aperçoit combien cet arrêt concerté du travail lui est préjudiciable. Les capitalistes exigent absolument que le prolétariat produise sans accroc. Ils ne peuvent admettre qu'on ne travaille pas pour eux. Ils comprennent par dessus tout, intuitivement peut-être, que si les ouvriers prennent conscience de cette force formidable qu'ils possèdent en étant les éléments de la production, ces ouvriers pourraient bien vouloir ne plus travailler que pour eux-mêmes. Précisément, la grève générale, plus que toute autre forme de lutte, est propre à habituer les travailleurs à la notion de leur véritable rôle dans la société et qu'ils pourront, quand ils le voudront, reprendre tout. Dès qu'ils s'arrêtent, tous ensemble, de produire, ils voient, en effet, leurs maîtres dans le plus complet désarroi et les plus terribles angoisses. Telle est donc la puissance de l'action, de l'action directe, de l'action révolutionnaire, de l'action ouvrière, qu'elle remet, dès le début, la civilisation sur ses jambes: le travail étant tout, le capital n'étant qu'un vaste parasitisme. Puis surtout, l'action, lorsqu'elle est systématiquement poursuivie — et c'est là la préoccupation du syndicalisme anarchiste, l'action crée en vous des gestes qui deviennent familiers, qui vous demandent de moins en moins d'efforts, qui vous apparaissent comme tout naturels, qui font enfin partie de vous. De même que l'enfant, s'efforçant de marcher tout seul, et quelquefois sans succès, finit par se suffire à lui-même. La classe ouvrière s'habituant ainsi à la révolte, s'habituant à se passer de maîtres et de parasites, s'habituant à envisager la société comme ne fonctionnant que par son labeur à elle, mais c'est la lutte de classe organisée, c'est la révolution qui se concrétise.

Il est de fait qu'on n'agit pas, généralement, par les idées. Dans les actes communs de l'existence, on agit dans un sens ou dans l'autre, parce qu'on a été habitué, durant des années, à tels ou tels gestes, usages, coutumes, mœurs, dans la famille, à l'école, dans la rue, au bureau, à l'atelier, au syndicat. Le professeur Lesshaft, de Pétersbourg, un homme moult perspicace, disait déjà très bien que « ce sont les actes et non les paroles des personnes qui entourent un enfant qui comptent le plus ». Cela est profondément vrai, et en pédagogie on commence à y penser. Cela signifie que la propagande théorique, idéologique, a excessivement peu d'importance, car si elle change certaines idées, elle ne change les habitudes de vie. Au contraire, l'action directe, l'action dans les grèves, dans les grèves générales surtout, donne des habitudes révolutionnaires. Et certes, c'est ce qu'il importe le plus. Un autre professeur, d'ailleurs, M. Rist, de Montpellier, semble l'avoir fort judicieusement entrevu. « C'est dans les grèves, dit-il, que se développe l'esprit antimilitariste des ouvriers. Ils voient facilement dans l'armée le « chien de garde du capital ». Ils maudissent la conscription qui transforme des prolétaires en défenseurs de la propriété. C'est pourquoi les révolutionnaires se montrent partisans de la grève pour la grève, la grève étant une excellente gymnastique de l'esprit révolutionnaire et une école de révolte. »

Sans doute, et ce sera à la gloire de l'anarchisme ouvrier d'avoir su trouver, comme un bon pédagogue, la forme de propagande susceptible de donner le plus de conscience, d'énergie, d'aptitudes révolutionnaires à la masse des producteurs. En réhabilitant la grève, en préconisant, en faisant la grève générale, non seulement on aura préparé de nombreux éléments de lutte, mais on s'achemine inéluctablement, par la multiplication des conflits, par leur généralisation même, à la révolution économique, sociale. La méthode de l'action directe peut être considérée dès lors, à tous égards, comme une bonne méthode. Qu'elle ait été comprise toujours, on en peut douter. Que le patronat par ses intransigeances l'ait en quelque sorte provoquée, il se peut. L'essentiel est qu'elle soit entrée dans la pratique, dans les faits, dans la réalité, c'est, au reste, ce qui fait la force croissante du syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste — de l'anarchisme ouvrier.

Mais si, de plus en plus, les travailleurs voient tout ce que contient d'avenir la grève générale, il est facile de s'apercevoir que les bourgeois s'en rendent compte aussi. Et c'est pourquoi ils fulminent tant à la moindre cessation de travail. « La mort de leur classe, a dit G. Sorel, est envisagée par les possédants comme leur mort personnelle. » Jamais la classe possédante ne fera abandon de ses privilèges meurtriers. Elle se défend donc de toute façon. Aucune mesure, si exagérée paraisse-t-elle, n'est de trop; toutes les tentatives de grève générale doivent être étouffées, anéanties; c'est un cas de légitime défense, pensent les parasites bourgeois. Et ils renforcent l'armée et la police, et ils fondent des gardes civiques. Notons tout cela. Car si les bourgeois ont tellement peur de l'action ouvrière, même lorsqu'elle ne fait que commencer, comprenons vraiment qu'il n'y a pour nous, travailleurs, qu'à persister de plus en plus dans notre organisation de la révolte, dans cette action directe. C'est ainsi que nous prendrons de l'audace, que nous nous habituerons à marcher, que nous vaincrons les résistances et l'exploitation.

Or, le peuple aime les audacieux. Il va à ceux qui agissent. Jamais le prolétariat n'est plus révolutionnaire qu'au moment de l'action. L'action est la suprême éducatrice.

J. W.

CHEZ LES COMPAGNONS

Sous ce titre, le *Peuple suisse* du 9 novembre a publié l'articulet suivant:

Dans le *Journal*, Lucien Descaves, l'écrivain de talent que l'on connait par «Sous-Offs», la «Colonne» et d'autres œuvres éminentes encore, a mené une campagne assez raide contre les romanichels.

Ça lui a valu de sévères admonestations du journal anarchiste de chez nous, et des «compagnons», qui y déposent, à semaine faite, des injures qui témoignent bien plus d'une irritabilité maladive de l'estomac que d'une mentalité objective.

Descaves répond, dans un article du même *Journal*, à la date du 4 novembre dernier, et la réplique est piquante :

« Pour avoir dit que les misérables romanichels qui tirent d'abondantes ressources du vol, de la charité, de l'intimidation et de l'exploitation de l'enfance, m'étaient odieux, j'ai été sanglé d'importance.

Un jour, je reçus de Genève un petit journal révolutionnaire qui ne me laissa pas un poil de sec.

On m'y traitait durement d'« ancien camarade », de « bourgeois », et je crois même de capitaliste, comme si je n'avais rien à envier aux romanichels eux-mêmes!

L'article n'était point signé. J'eus la curiosité d'en connaître l'auteur, et je m'informai.

O surprise ! Mon ancien frère, devenu mon confrère, était un baron authentique, fils d'une dame d'honneur à la cour de Hollande !

Mais pourquoi ne donnait-il ni son nom, ni son adresse ? J'aurais pu les indiquer aux romanichels expulsés de France et en quête d'un billet de logement... »

Un baron ! peste, quand les Bertoni, les Wintsch et les Herzig s'en mêlent, ils ne se mouchent pas avec une brique.

Le fils d'une dame d'honneur à la cour de Hollande... Quelle noble société. Le nom, compagnon, le nom.

L'histoire est anxieuse de le connaître.

Nous avons deux réponses à faire: l'une à M. Lucien Descaves, l'autre à M. Jean Sigg.

Le collaborateur du *Journal* de Paris trouve plaisant de s'enquérir, au lieu de lui répondre, de la personnalité du camarade qui, dans le *Réveil*, l'a non pas attaqué, mais simplement critiqué. Ce fils d'ouvrier est devenu bien talon rouge depuis qu'il a entrepris toute une campagne contre ce qu'il appelle la *vermine des routes*. Et n'allez pas croire qu'il s'agit des automobilistes écrasant à journée faite paysans et paysannes — il est au mieux avec cette noblesse-là — mais des chemineaux, des pauvres hères que la société, ne pouvant exploiter, pourchasse par les chemins. Récemment encore, M. Descaves proposait la création d'une police spéciale et dressait même le budget de cette institution éminemment philanthropique. On a même insinué que cette préoccupation constante de police des routes et d'assistance publique qu'affecte l'auteur de *Sous-Offs* — un péché de jeunesse, sans doute — cachait un furieux désir de faire une fin dans la peau d'un fonctionnaire de ce dernier domaine. Peut-être, celui de qui nous tenons ce renseignement, est-il proche parent de l'informateur de M. Descaves. Tout arrive.

Quant à nous, peu préoccupés des titres de ceux qui viennent à nous, nous ignorions absolument que notre collaborateur ait quelque droit à l'un d'eux. C'est le *Peuple* qui nous l'apprend. C'est dire qu'il n'en fait pas un vain étalage. N'est-ce pas que cela le différencie de ces fiers républicains à la Descaves et de ces fougueux démocrates-socialistes à la Jean Sigg, qui

conservent à ces hochets de la vanité humaine une valeur dont se soucient peu ceux qui pourraient s'en parer?

M. Jean Sigg, lequel n'en est plus à son premier essai de mouchardage, demande, après M. Descaves, le nom de notre collaborateur. S'il tient tant à le connaître, qu'il le demande donc à ce pourvoyeur de police en mal de fonction; il se fera, nous n'en doutons pas, un véritable plaisir de lui communiquer un dossier que leur affinité policière saura compléter au besoin.

L'histoire, Monsieur Jean Sigg, est patiente; elle attendra le nom tant désiré, comme elle attend de vous mettre, en bonne place, parmi les défenseurs du peuple à 5,000 francs l'an, sans compter le casuel et la muscade. G. H.

LA LOI MILITAIRE

Maintenant que les électeurs se sont prononcés sur la nouvelle loi militaire, nous pouvons bien dire ce que nous avions gardé pour nous.

Choisir entre deux lois sanctionnant l'une et l'autre l'existence de la force armée ne pouvait nous convenir. On avait beau reconnaître que la seconde loi, prônée par les bourgeois, était plus mauvaise que l'ancienne, nous ne pouvions nous résoudre à rejeter l'une et ainsi accepter l'autre. Car notre programme est: « pas un homme, pas un sou pour le militarisme ». D'ailleurs combattre l'Etat capitaliste en mettant dans l'urne un simple bout de papier est une dérision. L'effet d'un acte se mesure à l'importance de cet acte. Un geste de rien du tout ne peut en aucune façon, comme tel, produire une grande transformation. La bourgeoisie le sait bien; c'est pour cela qu'elle ne craint pas du tout les consultations par voie légale. Elle les craint d'autant moins que tout le système du suffrage universel est fait en sa faveur. Il n'y a que les social-démocrates qui l'ignorent. Le socialisme légalitaire est en Suisse, comme ailleurs, mais peut-être en Suisse tout particulièrement, une véritable utopie. En effet, l'écart entre les nombres des acceptants bourgeois de la loi militaire et des rejetants socialistes a été de 60,000 environ. Or, notons que parmi les rejetants, tous étaient loin d'être socialistes; ceux-ci ont donné tout ce qu'ils pouvaient donner, mais il y avait à côté d'eux des catholiques et des anticentralisateurs des petits cantons, plus quelques radicaux. Il semble vraiment, après cela, et étant donné que la votation avait été portée sur le terrain du socialisme et de l'antisocialisme, que le parti socialiste suisse soit condamné à rester en perpétuelle minorité vis-à-vis des partis bourgeois coalisés. Pourquoi? C'est qu'il y a dans ce pays 150,000 ouvriers étrangers qui n'ont aucun droit de vote, et qui, sur le terrain légal, ne compteront jamais pour rien. On nous dira qu'il y a aussi des étrangers bourgeois qui compensent cette masse. Oui; ils sont en petit nombre. Alors? Eh! bien, tout simplement par la voie du bulletin de vote, il ne faut point espérer vaincre les bourgeois. Ceux-ci sont plus nombreux que tous les électeurs socialistes, passés et futurs. D'ailleurs, les ouvriers changent souvent de place de travail, et s'ils ne sont pas depuis trois mois quelque part, ils ne peuvent voter. Les commerçants, les capitalistes sont gens stables. La loi électorale leur est donc tout profit.

Que conclure de cela? C'est que s'il est illusoire de vouloir faire rendre gorge aux capitalistes et aux gouvernants sur leur terrain à eux, sur le terrain légal où le peuple a été roulé depuis qu'il existe, s'il est vain de s'attarder à demander aux parasites de la société des réformes, alors que le plus vulgaire bon sens et que la plus élémentaire dignité vous disent de les prendre par le ventre, en ne travaillant plus pour eux, en faisant la grève générale et l'expropriation — il est maintenant démontré, chiffres officiels en mains, qu'en Suisse, il est absolument impossible pour les socialistes de vaincre numériquement les bourgeois sur le terrain légal. C'est sur le terrain social, économique, de la production, qu'il faut placer la lutte. Là, les travailleurs de tous les pays sont capables de donner leur coup de main. On ne s'inquiète pas de savoir s'ils sont exotiques ou nationaux, s'ils sont illégaux ou en règle avec leurs papiers. Ainsi l'on est internationaliste dans les faits. Et l'émancipation se fait vraiment par les travailleurs eux-mêmes. C'est aux groupements syndicaux, inspirés par les méthodes d'action directe que propagent les anarchistes, à refuser le travail pour le compte des autres et à refaire la société sur le travail libre dans l'atelier libre.

En dehors de ça, tout n'est qu'illusion et mensonge. Et c'est pour ne pas entretenir d'illusion ni de mensonge que nous n'avons pas voté le 3 novembre passé. Nos voix n'eussent changé en rien la décision prise, et notre silence avant la votation a permis aux socialistes de donner tout ce qu'ils pouvaient sans que nous leur ayions enlevé une seule voix. L'expérience est d'autant plus concluante. Ouvriers, ne votez pas; ça ne sert à rien. Mais alors, groupez-vous, préparez-vous à agir, organisez la révolte.

Le salut n'est qu'en vous et dans l'action.

LA GRÈVE GÉNÉRALE ITALIENNE

Nous ne pouvons passer sous silence le mouvement de grève générale de ces jours derniers.

A la suite d'une grève des gaziers de Milan, et durant laquelle la Compagnie avait embauché des kroumirs, les grévistes obtinrent gain de cause. Les patrons durent mettre les pouces et accepter le renvoi de tous les jaunes. Un convoi fut organisé juste au moment où les ouvriers allaient reprendre le travail. Une manifestation s'organisa spontanément; on hua les traîtres à la classe ouvrière. Les carabiniers intervinrent, une bagarre s'ensuivit, des cailloux se lancèrent, des coups de feu furent tirés sur les manifestants, qui laissèrent une dizaine de blessés, dont deux mortellement. Le bruit de la fusillade se répandit aussitôt en ville, et de partout les travailleurs sortirent des usines, des chantiers, pour protester contre ces brutes armées jusqu'aux dents, tirant sur une population désarmée. En quelques heures, la grève était générale; elle avait gagné les ateliers, les tramways, les magasins, les imprimeries, les ateliers de couture. Les chemineaux mêmes se refusèrent à assurer le départ des trains, et plusieurs express du Simplon durent rester à Milan. L'action, partie d'en bas, s'était étendue en tache d'huile, sans qu'aucun comité ni pontife n'eût à intervenir. Le gouvernement, effrayé et désemparé, donna satisfaction à l'opinion publique en arrêtant les carabiniers meurtriers. C'était évidemment une mesure hypocrite qui, on le sait, ne devait rimer à grand'chose. Cette grève, d'ailleurs, ne pouvait pas donner de résultats pratiques, pour la simple raison que les travailleurs ne demandaient rien. Il est vrai qu'un tel soulèvement peut aboutir tout droit à la guerre civile, dans un pays comme l'Italie surtout. Mais ça n'aurait pas fait l'affaire des éternels hommes-tampons, des sauveurs de la bourgeoisie, les socialistes parlementaires. Ceux-ci envoyèrent une dépêche au ministre Giolitti, qui, paraît-il, leur promit de punir les flics — ce qui n'était pas vrai. Et là dessus, ils décrètèrent la reprise du travail. Les ouvriers désorganisés par ces manœuvres louches reprennent le travail. Mais les politiciens sont-ils les seuls fautifs de cette misérable fin? Nous ne craignons pas de dire que nombre d'anarchistes, les anarchistes individualistes, hâtons-nous d'ajouter, en sont aussi cause. Voilà des gens qui depuis des années discutent sur le « moi », sur Stirner et sur Nietzsche, en affichant le plus profond mépris de la masse, et qui se sont ainsi éloignés du peuple. Or le peuple, sans attendre nos conseils se révolte parfois, il se soulève en un magnifique élan de solidarité. Mais il manque de vues claires sur ce qu'il doit faire, car les politiciens ne lui ont appris qu'à voter, tandis que les individualistes n'ont fait que le traiter d'abruti. Mal instruit, mal conseillé, le peuple rentre alors dans son taudis, et la réaction, hautaine et féroce, réapparaît. Quand donc tous les anarchistes comprendront-ils les trésors d'énergie cachés dans les travailleurs; quand donc resteront-ils définitivement avec eux, vivant de leur vie, lui apprenant à agir et à marcher droit à la conquête de la liberté? Les individualistes italiens, qu'on me dit avoir été très énergiques pendant ces journées d'octobre — ce qui montre que les hommes valent mieux que les théories — les individualistes portent néanmoins une lourde responsabilité dans la grève sans lendemain de Milan. Trop longtemps étrangers aux syndicats, ceux-ci ne les ont plus reconnus au jour de l'action. Et les meilleures tactiques du monde ne pouvaient plus être suivies. On arrivait trop tard. Que les camarades égarés dans la haute philisophie du « moi » se ressaisissent donc promptement et qu'à la prochaine occasion — qui ne tardera pas — les ouvriers soient suffisamment instruits par les anarchistes pour ne plus écouter les conseils de lâcheté des Turati, Chiesa et autres prêcheurs de calme.

Mais ce n'était pas tout. 6000 chemineaux avons-nous dit, s'étaient solidarisés avec les grévistes. La grève de protestation qui s'était étendue à Turin, Côme, Parme, Ferrare, Bologne, etc., donna en outre lieu à une manifestation des plus sympathiques: un train, qui transportait à Turin des troupes destinées à renforcer la garnison fut laissée en panne par les employés, sur la ligne, après la gare de Casale-Monferrato. C'est bien là ce qui avait angoissé le plus la bourgeoisie. Aussi, quand tout fut rentré dans le calme, après la trahison des social-démocrates, le gouvernement annonça des représailles contre les chemineaux grévistes. On parlait de militarisation des chemins de fer et de renvoi de tous les manifestants. Les ferrovieri répondirent à ces menaces par la préparation au sabotage et à la grève générale. Maintes bourses du travail déclarèrent qu'elles étaient prêtes à faire cause commune avec les chemineaux et que la solidarité ne manquerait pas. Les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes, ça va sans dire, exhortèrent à la résistance, ce qui allait faire renaître une agitation plus sérieuse que jamais. Hélas, les hommes-tampons réapparurent. La direction du parti socialiste et le comité d'une espèce de Confédération du travail où les timorés sont légions, désapprouvèrent ouvertement et publiquement tout nouveau mouvement. Les ferrovieri ainsi lâchés n'osèrent pas aller de l'avant et le gouvernement put en châtier quelques-uns comme il l'entendait. On a peine à comprendre dans nos rangs où l'égalité entre camarades est entrée dans les mœurs, l'influence énorme que peut avoir encore sur certains ouvriers un homme public, un politicien du talent et de l'habileté d'un Turati. Mais il est de fait que la croyance en les hommes-providence est très répandue dans le peuple. C'est à nous, en nous mêlant sans cesse à ce peuple de lui démolir cette foi néfaste. Du reste, pour en revenir aux événements d'Italie, la leçon a été rude pour les travailleurs. Ils s'aperçoivent à l'heure qu'il est, combien ils ont été leurrés, trompés, roulés. Et le mot *tradimento*, à l'adresse des politiciens, est dans toutes les bouches. Jamais on n'avait vu aussi nettement les manigances de cette peste du socialisme. Pensez un peu que ces canailles de l'*Avanti* ont été jusqu'à soutenir que la grève de protestation de Milan fut une « grève d'apaches et de suspects! »

Voilà jusqu'où peut aller la peur du prolétariat et la haine des plus belles manifestation de l'entr'aide humaine.

Mais encore une fois, c'est aux anarchistes, placés enfin dans les milieux ouvriers, à montrer aux travailleurs la voie de la véritable émancipation par la *grève générale expropriatrice*. Les politiciens se sont fait détester dans ces derniers événements. Il ne faut plus leur permettre de se faire une popularité et des voix d'électeurs. Et cela, pas tant en les insultant qu'en faisant un travail de réorganisation révolutionnaire et d'action directe.

MEETING DE PROTESTATION

Samedi 26 octobre, l'Union ouvrière de Lausanne avait convoqué un meeting de protestation contre la détention préventive de nos deux camarades poursuivis pour attaques aux autorités. Environ 300 ouvriers étaient présents, mais rien que des ouvriers. On aurait cherché en vain le plus petit socialiste politicien; ceux-ci, décidément, ne se montrent que pour quémander des voix. Nous le savions depuis longtemps, que les pires arbitraires à l'égard des travailleurs les laissent indifférents, et même les réjouissent parfois. Mais nous tenons à le faire ressortir pour les quelques ouvriers qui accordent encore une vague confiance aux confusionnistes du socialisme légalitaire.

Le meeting, quoique modeste, ne fut point perdu. Si peu que l'on soit, il est bon de se concerter contre les crimes des maîtres, de se sentir les coudes et de se désolidariser de toute la bande des parasites et des exploiteurs qui bâillonnent les meilleurs des nôtres. L'assemblée a envoyé aux deux travailleurs enfermés à Vevey ses plus vives sympathies. Elle se promet de les soutenir énergiquement, de toutes façons.

La Fédération des Syndicats ouvriers de Genève a convoqué aussi un meeting de protestation pour ce soir, jeudi 14, à la Salle Handwerck. Ordre du jour: La réaction dans le canton de Vaud.

L'Anniversaire du "Freedom"

Notre camarade Kropotkine, à l'occasion du 21me anniversaire du *Freedom*, journal communiste-anarchiste de Londres, fait un résumé du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne.

C'est en 1886 que *Freedom* fut fondé. A ce moment existait une véritable agitation socialiste — ne pas confondre avec social-démocrate. Les organisations des travailleurs se proposaient d'entrer en possession de tous les instruments de production: mines, chemins de fer, terres, etc. La propagande était facilitée par la crise industrielle qui sévissait en ce moment. Il y eut même une petite émeute au cours de laquelle la foule se porta après un meeting à Trafalgar-Square dans le riche quartier de Regent Street, brisant quelques devantures et forçant les belles dames à descendre de leur voiture. Les travailleurs anglais adoptèrent alors avec enthousiasme les idées socialistes. La possession par l'Etat, que commencèrent à prêcher les marxistes, ne rencontrait que peu de sympathie. Le capitalisme étatiste propagé par les tory démocrates ne prenait pas chez les ouvriers qui avaient goûté les conceptions d'action directe de Robert Owen et de ses adeptes. Les producteurs anglais cherchaient plutôt les moyens de reprendre la production à leur compte, sans Etat et sans patronat, et cette idée subsiste encore. Ceux des anarchistes qui faisaient la propagande sentirent ce besoin de la masse. Malheureusement aucun camarade ne se trouva qui sut rattacher directement le socialisme-anarchiste aux idées de Godwin, Owen, et des précurseurs communistes des années 1830-40.

A ce moment là, trois groupes principaux se distinguaient dans le mouvement socialiste: la Fédération social-démocratique, la Ligue socialiste et les Fabians. Ces derniers étaient réformistes. La Ligue, fondée par le grand poète et artiste William Morris était presque complètement anarchiste. La Fédération jusqu'en 1889 resta révolutionnaire. Elle organisait de grands meetings populaires et elle était alors à mille lieues du parlementarisme. C'est ainsi qu'en 1887, à propos de la pendaison des anarchistes de Chicago, les orateurs social-démocrate avaient le même langage que nos camarades. Un changement survint brusquement lors de la grande grève des docks à Londres. Cette grève fut une leçon précieuse, car elle nous donna l'idée de la possibilité d'une grève générale. Le port restant inactif, toute l'industrie s'arrêtait et la vie des 5 millions d'habitants de la capitale était paralysée. Puis on vit comment les ouvriers eux-mêmes pourraient organiser la distribution des aliments pour toute cette énorme masse de grévistes. Enfin, quelques-uns des socialistes, John Burns et Tillett, mis en évidence pendant le mouvement, purent espérer d'être élus dans le district de Battersea avec l'appui des classes moyennes, qui avaient remarqué leur amour de l'ordre (!) et de la modération. C'est donc là que Burns prépara son élection. Le mouvement socialiste commença aussitôt à décliner, car il y eut une scission dans la Fédération social-démocratique, suivie de bien d'autres. Des préoccupations parlementaires remplacèrent l'énergie révolutionnaire, afin de ne point effaroucher les électeurs. On ne pensa plus qu'à la législation. Ainsi se fonda le parti unioniste. En 1890, lorsque le mouvement du Premier-Mai s'étendit au pays, les ouvriers pensèrent qu'on allait se préparer à la grève générale; mais ils reçurent une douche d'eau froide de leurs leaders, qui leur dirent: « La grève générale est une bêtise générale. Envoyez-nous au parlement et nous vous apporterons en temps convenable les 8 heures légales. »

Vinrent ensuite les années tumultueuses de 1890-95. Les persécutions furieuses qu'on faisait aux anarchistes de France et d'Espagne eurent leur retentissement en Angleterre. Il y eut entre autres l'abominable condamnation de nos camarades de Walsall pour un complot arrangé par la police internationale; l'agent-provocateur Coulon, un monsieur qui s'était fait agréer dans nos milieux par ses beaux discours, déposa chez quelques anarchistes des mécanismes de bombes que la justice n'eut que la peine de cueillir. Les persécutions du journal *Commonweal* en 1892, les poursuites de l'ami Cantwell pour un speech prononcé en plein air, éloignèrent de nos rangs nombre de sympathisants et de timides, dont la valeur sociale est d'ailleurs toujours fort maigre. Le *Freedom* et le *Commonweal* disparurent, le premier pour quatre mois seulement. La propagande devenait de plus en plus difficile, et à mesure que l'allure révolutionnaire des socialistes diminuait, l'audace de la police augmentait.

Il est à noter que précisément pendant ce temps de réaction, l'organisation des ouvriers anarchistes sur le terrain syndical naissait; c'est ainsi que le gouvernement français, qui croyait avoir tué l'hydre de l'anarchie, nous donna simplement l'occasion de faire une besogne pratique qui était des plus urgentes et qui s'est affirmée par la grève générale — forme moderne et profondément ouvrière du début de la révolution. En Angleterre aussi, les anarchistes réussirent à s'attirer des sympathies dans nombre d'organisations ouvrières. Notre camarade John Turner et le journal *Freedom* firent à cet égard une propagande excellente. Et malgré le caractère ultra-réformiste de la majorité des Trades-Unions, il est incontestable qu'un réveil révolutionnaire se prépare. Il faudra seulement que tous nos camarades se mêlent de plus en plus activement au peuple, à ce peuple qui avait si bien compris le génial Owen et qui avait si énergiquement agi en 1834 pour obtenir la journée de 8 heures.

Reçu pour le camarade Métrailler: P. Bovard 1, E. Merwin 2, Rodoz 2, Steiger 5, H. Duruz 10, Floquet 2.10, Bérard 2, Groupe de camarades 5, Groupe antimilitariste 13. Total, fr. 42.10.

«POUR LES PETITS» — Recueil de chansons, et chœurs et petites comédies, édité par «la Ruche», œuvre de solidarité et d'éducation (recommandé particulièrement aux instituteurs). Prix: 1 fr. 10 franco. En vente à «la Ruche», Le Pâtis-Rambouillet (Seine-et-Oise), et à l'Adminis. du *Réveil*.

Ouvriers, boycottez tous les produits de la Fabrique VAUTIER Frères (Grandson): tabacs, cigares et cigarettes

En vente au *Réveil* et chez le camarade Wintsch, Petit-Montriond, Lausanne, le Manifeste aux Travailleurs des villes et de la campagne, déclaration de principe de la Fédération communiste-anarchiste de la Suisse Romande. Brochure de 20 pages. Prix: 5 centimes.

IMPRIMERIE COMMERCIALE, RUE NEUVE 9.